

PROJET DE RÈGLEMENT

Loi concernant le partage de certains renseignements de santé
(Chapitre P-9.0001)

Autorisations d'accès et durée d'utilisation des renseignements de santé

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de Règlement sur les autorisations d'accès et la durée d'utilisation des renseignements contenus dans une banque de renseignements de santé d'un domaine clinique, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le ministre de la Santé et des Services sociaux à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement a essentiellement pour objet de :

1. déterminer les autorisations d'accès qui peuvent être attribuées à un intervenant visé à la Loi concernant le partage de certains renseignements de santé (chapitre P-9.0001), selon l'ordre professionnel auquel il appartient, sa spécialité, ses fonctions ou l'actif informationnel auquel il peut avoir accès;
2. déterminer les autorisations d'accès qui peuvent être attribuées à un organisme visé à cette loi, selon les services qu'il dispense ou l'actif informationnel auquel il peut avoir accès;
3. prescrire la durée d'utilisation des renseignements de santé contenus dans une banque de renseignements de santé d'un domaine clinique.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur John Gauvreau, Bureau de programme pour l'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux, ministère de la Santé et des Services sociaux, 1075, chemin Sainte-Foy, 16^e étage, Québec (Québec), G1S 2M1, tél. : 418-266-6923, télécopieur : 418 266-4616, courrier électronique : john.gauvreau@msss.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours, au ministre de la Santé et des Services sociaux, 1075, chemin Sainte-Foy, 15^e étage, Québec (Québec), G1S 2M1.

Le ministre de la Santé et des
Services sociaux,



RÉJEAN HÉBERT

RÈGLEMENT SUR LES AUTORISATIONS D'ACCÈS ET LA DURÉE D'UTILISATION DES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS UNE BANQUE DE RENSEIGNEMENTS DE SANTÉ D'UN DOMAINE CLINIQUE

Loi concernant le partage de certains renseignements de santé
(Chapitre P-9.0001, a. 70, 72, 110 et 121)

SECTION I

AUTORISATIONS D'ACCÈS POUVANT ÊTRE ATTRIBUÉES À UN INTERVENANT

1. Un médecin visé au paragraphe 1° ou 2° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

- 1° le domaine médicament;
- 2° le domaine laboratoire;
- 3° le domaine imagerie médicale.

Un tel intervenant peut également se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de :

- 1° communiquer au gestionnaire opérationnel du système de gestion des ordonnances électroniques de médicaments toute ordonnance électronique de médicament qu'il rédige;
- 2° recevoir communication des ordonnances contenues dans ce système.

Le titulaire d'une carte de stage, délivrée par le secrétaire du Collège des médecins du Québec, visé au paragraphe 9° de l'article 69 de la Loi ou le titulaire d'une autorisation, délivrée par le Collège des médecins en application de l'article 42.4 du Code des professions (chapitre C-26), visé au paragraphe 10° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer les mêmes autorisations d'accès.

2. Un pharmacien visé au paragraphe 3° ou 4° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

- 1° le domaine médicament;
- 2° le domaine laboratoire;
- 3° le domaine imagerie médicale.

Un tel intervenant peut également se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de :

- 1° communiquer au gestionnaire opérationnel du système de gestion des ordonnances électroniques de médicaments toute ordonnance électronique de médicament qu'il rédige;
- 2° recevoir communication des ordonnances contenues dans ce système;

- 3° récupérer une ordonnance contenue dans ce système.

Un résident ou un stagiaire en pharmacie visé au paragraphe 11° ou 12° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer les mêmes autorisations d'accès.

3. Une infirmière ou un infirmier visé au paragraphe 5° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

- 1° le domaine médicament;
- 2° le domaine laboratoire;
- 3° le domaine imagerie médicale.

Un tel intervenant, légalement habilité à prescrire des médicaments, peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de :

1° communiquer au gestionnaire opérationnel du système de gestion des ordonnances électroniques de médicaments toute ordonnance électronique de médicament qu'il rédige;

2° recevoir communication des ordonnances contenues dans ce système.

4. Une infirmière ou un infirmier auxiliaire visé au paragraphe 6° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

- 1° le domaine médicament;
- 2° le domaine laboratoire;
- 3° le domaine imagerie médicale.

5. Une sage-femme visée au paragraphe 7° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

- 1° le domaine médicament;
- 2° le domaine laboratoire;
- 3° le domaine imagerie médicale.

Un tel intervenant peut également se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de :

1° communiquer au gestionnaire opérationnel du système de gestion des ordonnances électroniques de médicaments toute ordonnance électronique de médicament qu'il rédige;

2° recevoir communication des ordonnances contenues dans ce système.

6. Un biochimiste ou un microbiologiste visé au paragraphe 8° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir

communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

- 1° le domaine médicament;
- 2° le domaine laboratoire.

7. Une personne qui rend des services de soutien technique à un médecin et qui est visée au paragraphe 13° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

- 1° le domaine médicament;
- 2° le domaine laboratoire;
- 3° le domaine imagerie médicale.

8. Une personne qui rend des services de soutien technique à un pharmacien et qui est visée au paragraphe 14° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

- 1° le domaine médicament;
- 2° le domaine laboratoire;
- 3° le domaine imagerie médicale.

Un tel intervenant peut également se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de :

- 1° recevoir communication des ordonnances contenues dans le système de gestion des ordonnances électroniques de médicaments;
- 2° récupérer une ordonnance contenue dans ce système.

9. Un archiviste médical visé au paragraphe 15° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

- 1° le domaine médicament;
- 2° le domaine laboratoire;
- 3° le domaine imagerie médicale.

10. Les autorisations d'accès pouvant être attribuées aux intervenants visés à la présente section le sont conformément aux conditions et modalités prévues par la Loi.

SECTION II

AUTORISATIONS D'ACCÈS POUVANT ÊTRE ATTRIBUÉES À UN ORGANISME

11. Un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui

permettant de communiquer des renseignements au gestionnaire opérationnel d'une banque de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

1° le domaine médicament, pourvu que cet établissement exploite un centre où exerce un pharmacien;

2° le domaine laboratoire, pourvu que cet établissement exploite un laboratoire de biologie médicale ou qu'il demande la production d'analyse de laboratoire auprès du laboratoire d'Héma-Québec, du laboratoire du Centre de toxicologie du Québec ou du Laboratoire de santé publique du Québec;

3° le domaine imagerie médicale, pourvu que cet établissement exploite un centre dans lequel est formé un département clinique de radiologie.

Un tel organisme peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

1° le domaine médicament;

2° le domaine laboratoire;

3° le domaine imagerie médicale.

Le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5) peut, aux mêmes conditions, se voir attribuer de telles autorisations d'accès.

12. Une personne ou une société qui exploite une pharmacie communautaire peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de communiquer des renseignements au gestionnaire opérationnel d'une banque de renseignements de santé du domaine médicament.

Un tel organisme peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

1° le domaine médicament;

2° le domaine laboratoire;

3° le domaine imagerie médicale.

13. Une personne ou une société qui exploite un laboratoire de biologie médicale, au sens du Règlement d'application de la Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes et des tissus et la disposition des cadavres (chapitre L-0.2, r.1), peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de communiquer des renseignements au gestionnaire opérationnel d'une banque de renseignements de santé du domaine laboratoire.

14. Une personne ou une société qui exploite un laboratoire d'imagerie générale ou un laboratoire de radiologie diagnostique spécifique à la médecine, au sens, respectivement, de la Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes et des tissus et la disposition des cadavres (chapitre L-0.2) et du Règlement d'application de la Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes et des tissus et la disposition des cadavres peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de communiquer des renseignements au gestionnaire opérationnel d'une banque de renseignements de santé du domaine imagerie médicale.

15. Une personne ou une société qui exploite un cabinet privé de médecin ou un centre médical spécialisé visé à l'article 333.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

- 1° le domaine médicament;
- 2° le domaine laboratoire;
- 3° le domaine imagerie médicale.

16. Une agence de la santé et des services sociaux visée par la Loi sur les services de santé et les services sociaux qui, en application de l'article 520.3.1. de cette loi, héberge, pour le compte d'un établissement, des renseignements de santé, peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de communiquer ces renseignements au gestionnaire opérationnel d'une banque de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

1° le domaine médicament, pourvu que l'établissement pour lequel l'agence héberge des renseignements exploite un centre où exerce un pharmacien;

2° le domaine laboratoire, pourvu que l'établissement pour lequel l'agence héberge des renseignements exploite un laboratoire de biologie médicale ou qu'il demande la production d'analyse de laboratoire auprès du laboratoire d'Héma-Québec, du laboratoire du Centre de toxicologie du Québec ou du Laboratoire de santé publique du Québec;

3° le domaine imagerie médicale, pourvu que l'établissement pour lequel l'agence héberge des renseignements exploite un centre dans lequel est formé un département clinique de radiologie.

17. Un organisme peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé d'un domaine clinique que si un intervenant autorisé exerce ses fonctions au sein de celui-ci.

18. Les autorisations d'accès pouvant être attribuées aux organismes visés à la présente section le sont conformément aux conditions et modalités prévues par la Loi.

SECTION III

DURÉE D'UTILISATION

19. Les renseignements de santé contenus dans une banque de renseignements de santé d'un domaine clinique sont utilisés pendant une période de cinq ans à compter de leur réception par le gestionnaire opérationnel de cette banque de renseignements.

SECTION IV

ENTRÉE EN VIGUEUR

20. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Draft Regulation

An Act respecting the sharing of certain health information
(chapter P-9.0001)

Access authorizations and duration of use of health information

Notice is hereby given, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (chapter R-18.1), that the Regulation respecting access authorizations and the duration of use of information held in a health information bank in a clinical domain, appearing below, may be made by the Minister of Health and Social Services on the expiry of 45 days following this publication.

The draft Regulation

1. determines the access authorizations that may be assigned to a provider listed in the Act respecting the sharing of certain health information (chapter P-9.0001), according to the professional order to which the provider belongs, the provider's specialty or duties, or the information asset to which the provider is entitled to have access;
2. determines the access authorizations that may be assigned to a body identified in the Act, according to the services the body provides or the information asset to which the body is entitled to have access; and
3. prescribes the duration of use of health information held in a health information bank in a clinical domain.

Further information may be obtained by contacting John Gauvreau, Bureau de programme pour l'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux, Ministère de la Santé et des Services sociaux, 1075, chemin Sainte-Foy, 16^e étage, Québec (Québec) G1S 2M1; telephone: 418 266-6923; fax: 418 266-4616; email: john.gauvreau@msss.gouv.qc.ca.

Any person wishing to comment on the draft Regulation is requested to submit written comments within the 45-day period to the Minister of Health and Social Services, 1075, chemin Sainte-Foy, 15^e étage, Québec (Québec) G1S 2M1.



Réjean Hébert
Minister of Health and Social Services

Regulation respecting access authorizations and the duration of use of information held in a health information bank in a clinical domain

An Act respecting the sharing of certain health information
(chapter P-9.0001, ss. 70, 72, 110 and 121)

DIVISION I

ACCESS - AUTHORIZATIONS THAT MAY BE ASSIGNED TO A PROVIDER

1. Access authorizations may be assigned to a physician referred to in paragraph 1 or 2 of section 69 of the Act to enable the physician to receive information held in the health information banks in the following clinical domains:

- (1) the medication domain;
- (2) the laboratory domain;
- (3) the medical imaging domain.

Access authorizations may also be assigned to such a provider to enable the provider to

- (1) release any electronic prescription for medication written by that provider to the operations manager of the electronic prescription management system for medication; and
- (2) receive such information of prescriptions held in that system.

The same access authorizations may be assigned to the holder of a training card, issued by the secretary of the Collège des médecins du Québec, referred to in paragraph 9 of section 69 of the Act or the holder of an authorization, issued by the Collège des médecins du Québec under section 42.4 of the Professional Code (chapter C-26), referred to in paragraph 10 of section 69 of the Act.

2. Access authorizations may be assigned to a pharmacist referred to in paragraph 3 or 4 of section 69 of the Act to enable the pharmacist to receive information held in the health information banks in the following clinical domains:

- (1) the medication domain;
- (2) the laboratory domain;
- (3) the medical imaging domain.

Access authorizations may also be assigned to such a provider to enable the provider to

- (1) release any electronic prescription for medication written by that provider to the operations manager of the electronic prescription management system for medication;
- (2) receive such information of prescriptions held in that system; and
- (3) retrieve prescriptions held in that system.

The same access authorizations may be assigned to a pharmacy resident or a pharmacy intern referred to in paragraph 11 or 12 of section 69 of the Act.

3. Access authorizations may be assigned to a nurse referred to in paragraph 5 of section 69 of the Act to enable the nurse to receive information held in the health information banks in the following clinical domains:
 - (1) the medication domain;
 - (2) the laboratory domain;
 - (3) the medical imaging domain.

Access authorizations may be assigned to such a provider with the legal authority to prescribe medications to enable the provider to

- (1) release any electronic prescription for medication written by that provider to the operations manager of the electronic prescription management system for medication; and
 - (2) receive such information of prescriptions held in that system.
4. Access authorizations may be assigned to a nursing assistant referred to in paragraph 6 of section 69 of the Act to enable the nursing assistant to receive information held in the health information banks in the following clinical domains:
 - (1) the medication domain;
 - (2) the laboratory domain;
 - (3) the medical imaging domain.

5. Access authorizations may be assigned to a midwife referred to in paragraph 7 of section 69 of the Act to enable the midwife to receive information held in the health information banks in the following clinical domains:
 - (1) the medication domain;
 - (2) the laboratory domain;
 - (3) the medical imaging domain.

Access authorizations may also be assigned to such a provider to enable the provider to

- (1) release any electronic prescription for medication written by that provider to the operations manager of the electronic prescription management system for medication; and
 - (2) receive such information of prescriptions held in that system.
6. Access authorizations may be assigned to a biochemist or microbiologist referred to in paragraph 8 of section 69 of the Act to enable the biochemist or microbiologist to receive information held in the health information banks in the following clinical domains:

- (1) the medication domain;
 - (2) the laboratory domain.
7. Access authorizations may be assigned to a person providing technical support services to a physician and referred to in paragraph 13 of section 69 of the Act to enable the person to receive information held in the health information banks in the following clinical domains:
- (1) the medication domain;
 - (2) the laboratory domain;
 - (3) the medical imaging domain.
8. Access authorizations may be assigned to a person providing technical support services to a pharmacist and referred to in paragraph 14 of section 69 of the Act to enable the person to receive information held in the health information banks in the following clinical domains:
- (1) the medication domain;
 - (2) the laboratory domain;
 - (3) the medical imaging domain.
- Access authorizations may also be assigned to such a provider to enable the provider to
- (1) receive information of prescriptions held in the electronic prescription management system for medication; and
 - (2) retrieve prescriptions held in that system.
9. Access authorizations may be assigned to a medical archivist referred to in paragraph 15 of section 69 of the Act to enable the medical archivist to receive information held in the health information banks in the following clinical domains:
- (1) the medication domain;
 - (2) the laboratory domain;
 - (3) the medical imaging domain.
10. The access authorizations that may be assigned to the providers referred to in this Division are so assigned in accordance with the terms and conditions provided for in the Act.

DIVISION II

ACCESS AUTHORIZATIONS THAT MAY BE ASSIGNED TO A BODY

11. Access authorizations may be assigned to an institution governed by the Act respecting health services and social services (chapter S-4.2) to enable the body to release information to the operations manager of a health information bank in the following clinical domains:

- (1) the medication domain, provided that the institution operates a centre where a pharmacist practises;
- (2) the laboratory domain, provided that the institution operates a medical biology laboratory or requests that a laboratory analysis be produced by the laboratory of Héma-Québec, the laboratory of the Centre de toxicologie du Québec or the Laboratoire de santé publique du Québec;
- (3) the medical imaging domain, provided that the institution operates a centre in which a clinical radiology department is set up.

Access authorizations may be assigned to such a body to enable the body to receive information held in the health information banks in the following clinical domains:

- (1) the medication domain;
- (2) the laboratory domain;
- (3) the medical imaging domain.

Such access authorizations may be assigned to the Cree Board of Health and Social Services of James Bay established under the Act respecting health services and social services for Cree Native persons (chapter S-5), on the same conditions.

- 12.** Access authorizations may be assigned to persons or partnerships operating a community pharmacy to enable them to release information to the operations manager of a health information bank in the medication domain.

Access authorizations may be assigned to such a body to enable the body to receive information held in the health information banks in the following clinical domains:

- (1) the medication domain;
- (2) the laboratory domain;
- (3) the medical imaging domain.

- 13.** Access authorizations may be assigned to persons or partnerships operating a medical biology laboratory, within the meaning of the Regulation respecting the application of the Act respecting medical laboratories, organ and tissue conservation and the disposal of human bodies (chapter L-0.2, r. 1), to enable them to release information to the operations manager of a health information bank in the laboratory domain.

- 14.** Access authorizations may be assigned to persons or partnerships operating a medical imaging laboratory or a medical diagnostic radiology laboratory, within the meaning, respectively, of the Act respecting medical laboratories, organ and tissue conservation and the disposal of human bodies (chapter L-0.2) and the Regulation respecting the application of the Act respecting medical laboratories, organ and tissue conservation and the disposal of human bodies, to enable them to release information to the

operations manager of a health information bank in the medical imaging domain.

15. Access authorizations may be assigned to persons or partnerships operating a private physician's office or a specialized medical centre referred to in section 333.1 of the Act respecting health services and social services to enable them to receive information held in the health information banks in the following clinical domains:
 - (1) the medication domain;
 - (2) the laboratory domain;
 - (3) the medical imaging domain.
16. Access authorizations may be assigned to health and social services agencies governed by the Act respecting health services and social services that, under section 520.3.1 of that Act, host health information for an institution, to enable them to release information to the operations manager of a health information bank in the following clinical domains:
 - (1) the medication domain, provided that the institution for which agencies host information operates a centre where a pharmacist practises;
 - (2) the laboratory domain, provided that the institution for which agencies host information operates a medical biology laboratory or requests that a laboratory analysis be produced by the laboratory of Héma-Québec, the laboratory of the Centre de toxicologie du Québec or the Laboratoire de santé publique du Québec;
 - (3) the medical imaging domain, provided that the institution for which agencies host information operates a centre in which a clinical radiology department is set up.
17. Access authorizations may be assigned to a body to enable the body to receive information held in the health information banks in a clinical domain only if an authorized provider performs his or her duties within that domain.
18. Access authorizations that may be assigned to the bodies referred to in this Division are so assigned in accordance with the terms and conditions provided for in the Act.

DIVISION III

DURATION OF USE

19. Health information held in a health information bank in a clinical domain is used for a 5-year period from the time it is received by the operations manager of that information bank.

DIVISION IV

COMING INTO FORCE

20. This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

Document terminé

2013-02-04

Service de la traduction